



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss 14. Dezember 1987

Décision

Decisione

2316

Die Höhe der Tagesentschädigung für die Delegationsteilnehmer wird im Einvernehmen mit dem Eidg. Personalamt festgesetzt.

EFTA-Ministertagung vom 14./15. Dezember 1987 in Genf

Aufgrund des Antrages des EVD vom 7. Dezember 1987

Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen:

1. Der Bericht und die darin enthaltenen Instruktionen für die schweizerische Delegation werden gutgeheissen.
2. Die Einführung eines Notifikationsverfahrens der technischen Vorschriften in der EFTA-Konvention unter Ratifikationsvorbehalt wird zugestimmt.
3. Die Leitung der schweizerischen Delegation wird dem Vorsteher des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements übertragen. Er wird sich begleiten lassen von:

Botschafter Philippe Lévy
 Delegierter des Bundesrates für Handelsverträge, Bundesamt für Aussenwirtschaft

Botschafter Pierre-Louis Girard
 Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim GATT, Genf

Botschafter Benedikt von Tscharner
 Chef der Schweizerischen Mission bei den EG, Brüssel

Minister Jakob Kellenberger
 Chef des Integrationsbureaus EDA/EVD

Botschaftsrat Josef Bucher
 stv. Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim GATT, Genf

Urs Ziswiler
 Integrationsbureau EDA/EVD

ED	1	-
BE	1	-
FR	1	-
IT	1	-

4. Die Höhe der Tagesentschädigung für die Delegationsteilnehmer wird im Einvernehmen mit dem Eidg. Personalamt festgesetzt.

Für getreuen Auszug,
der Protokollführer:

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	6	-
	X	EDI	3	-
	X	EJPD	3	-
	X	EMD	4	-
	X	EFD	7	-
X		EVD	25	-
	X	EVED	5	-
		BK		
	Y	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-

Z U S A M M E N F A S S U N G

EFTA-Ministertagung vom 14./15. Dezember 1987 in Genf

Die Minister werden unter dem Vorsitz der schwedischen Handelsministerin Anita Gradin in Genf tagen.

Die an der EFTA-Ministerkonferenz in Interlaken eingeleitete Stärkung der EFTA-internen Zusammenarbeit soll an dieser Tagung zu weiteren konkreten Resultaten führen.

Die Minister werden insbesondere über einen neuen Artikel 12bis in der Stockholmer Konvention zu befinden haben. Es handelt sich dabei um die Einführung eines Notifikationsverfahrens für neue technische Vorschriften.

Ferner werden die Minister über die Aktivitäten des EFTA-Parlamentarierkomitees und des Konsultativkomitees informiert und dazu Stellung nehmen.

Weitere Themen der EFTA-Ministerkonferenz werden die Beurteilung der Folgearbeiten der Erklärung von Luxemburg und die Vorbereitung der Tagung mit den für den Binnenmarkt zuständigen Ministern der EG-Mitgliedstaaten sein.



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2520.1

Bern, den 7. Dezember 1987

An den BundesratEFTA-Ministertagung vom 14./15. Dezember 1987 in Genf1 Einleitung

Der EFTA-Rat wird am 14./15. Dezember 1987 unter dem Vorsitz der schwedischen Handelsministerin Anita Gradin in Genf tagen.

2 Traktanden

Die Minister werden folgende Agendapunkte behandeln:

21 Zusammenarbeit innerhalb der EFTA

211 Verbesserung des INST-Verfahrens (Notifikationsverfahren über technische Vorschriften)

212 Weitere Bereiche (gegenseitige Anerkennung von Prüfungen und Prüfzeugnissen, Vereinfachung der Ursprungsregeln, öffentliches Beschaffungswesen, staatliche Beihilfen)

213 Arbeitsmethoden

22 EFTA-Parlamentarierkomitee

23 Konsultativkomitee

24 EFTA-Konzeption des europäischen Wirtschaftsraums

25 EFTA/EG-Zusammenarbeit

251 Folgearbeiten der Luxemburger Erklärung

252 Treffen der EFTA-Minister mit den für den Binnenmarkt zuständigen EG-Ministern vom 2. Februar 1988

21 Zusammenarbeit innerhalb der EFTA

Die an der EFTA-Ministerkonferenz in Interlaken eingeleitete Stärkung der EFTA-internen Zusammenarbeit auf handelspolitischen Gebieten soll an dieser Tagung in den unter 211-212 aufgeführten Bereichen zu ersten konkreten Resultaten führen. Diese Ergebnisse bilden die Voraussetzung für den späteren Brückenschlag mit der Europäischen Gemeinschaft.

211 Introduction d'un nouvel article dans la Convention instituant l'AELE concernant une procédure de notification des règles techniques _ _ _ _ _a) Point de la situation

Le Conseil de l'AELE est saisi d'une proposition d'introduire dans la Convention de Stockholm un nouvel article 12bis et une annexe H ainsi que de modifier les articles 21, 26 et 38 de la Convention. Ces textes ont pour but de renforcer la base légale et de rendre obligatoire l'usage de la procédure de notification des règles techniques instituée par recommandation du Conseil et appliquée par la Suisse depuis 1964 déjà. Cette procédure de notification des projets de nouvelles règles techniques ou de nouveaux systèmes de certification et d'amendements des règles et systèmes existants constitue un élément indispensable de la prévention des obstacles techniques au commerce.

En effet, la notification assure la transparence des réglementations techniques. Les Etats parties à la procédure peuvent formuler leurs commentaires quant aux projets notifiés et en réponse, l'Etat qui a notifié doit indiquer dans quelle mesure il a pu en tenir compte. Même si cet Etat n'est en fait pas juridiquement tenu de prendre ces commentaires en considération, il devrait être d'autant plus enclin à modifier les dispositions susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce qu'elles sont encore à l'état projet.

Il est utile de rappeler que les Parties contractantes au GATT ont convenu d'une telle procédure de notification obligatoire dans leur accord du 12 avril 1979 relatif aux obstacles techniques au commerce que la Suisse a ratifié la même année (RS 0.632.231.41). L'entrée en vigueur de la procédure GATT n'a pas rendu la procédure AELE superflue, elle a par contre justifié des ajustements de celle-ci à celle-là, notamment de façon à ce que les notifications GATT puissent être utilisées dans l'AELE.

Quant à la Communauté européenne, en 1983, elle a également institué à charge de ses Etats membres l'obligation de notifier tout projet de règles techniques mais elle l'a assortie de dispositions très strictes. Si la Commission ou un autre Etat membre établissent que les règles techniques notifiées risquent d'entraver la libre circulation des biens au sein de la CE, ces règles doivent être modifiées en conséquence et leur adoption doit être reportée de 3 mois (voire 9 mois lorsque la Commission manifeste son intention de proposer une directive communautaire en la matière). Il faut encore souligner qu'à défaut d'avoir été notifiées, les règles techniques ne peuvent pas être mises en vigueur ou mises en application par les tribunaux.

b) Motifs à l'appui d'une procédure de notification obligatoire des règles techniques

Les obstacles techniques au commerce résultent des divergences des spécifications techniques nationales. Ces divergences ont été particulièrement développées et exploitées suite au démantèlement des obstacles tarifaires. La prévention et l'élimination des entraves techniques au commerce s'appuie sur trois piliers:

- 1) la procédure d'information sur les normes et la normalisation internationale,

- 2) la procédure d'information sur les règles techniques et l'harmonisation des éléments essentiels de celles-ci,
- 3) la reconnaissance mutuelle des résultats d'essais et des attestations de conformité.

Pour la Suisse, l'établissement de ces trois piliers devrait être réalisé à l'échelle mondiale et non seulement européenne. Il faut cependant convenir que les travaux européens sont nettement plus avancés que les autres. Ainsi, le premier pilier a été construit en 1984 par la CE et les pays de l'AELE en collaboration avec le Comité européen de normalisation (CEN) et son homologue en matière électrotechnique (CENELEC). Quant au troisième pilier, il en sera question sous par. 212 ci-dessous.

Le deuxième pilier est partiellement réalisé par les procédures AELE, GATT et communautaire que nous avons décrites plus haut. Pour que ce pilier soit solide, il faudrait que les trois procédures comportent des obligations semblables au équivalentes pour leurs parties contractantes. En effet, ce n'est qu'à cette condition que ces procédures pourraient être liées entre elles de façon à prévenir les obstacles techniques au commerce non seulement à l'intérieur de ces groupes mais aussi entre ces groupes de pays. Seule la procédure communautaire comporte des obligations suffisamment strictes pour lui permettre de réaliser pleinement son but. La procédure GATT ne peut guère être renforcée dans ce sens en raison de la nature particulière des engagements pris dans le cadre du GATT. Là encore, c'est donc aux pays de l'AELE et à la CE de montrer la voie par l'instauration d'une procédure d'information sur les règles techniques qui couvre toute la zone européenne de libre-échange. Les pays de l'AELE ont discuté d'un tel projet avec la CE dès 1981.

Dans un premier temps, la CE a montré une certaine réticence à collaborer avec les pays de l'AELE pour établir une telle procédure. En effet, ce sont les caractéristiques propres à la CE qui ont permis à celle-ci d'établir une procédure efficace et rigoureuse. En 1986, les services de la Commission des CE ont communiqué au Comité-AELE des obstacles techniques au commerce qu'un lien juridique pourrait être établi entre les procédures communautaire et AELE à condition qu'elles comportent des obligations équivalentes. Les obligations imposées par la procédure communautaire ne pouvant être affaiblies puisqu'elles sont parfaitement adaptées à leur but, les pays de l'AELE ont reconnu la nécessité d'adapter leur procédure en conséquence, aux fins d'assurer une meilleure prévention des obstacles techniques au commerce en Europe. L'adaptation de la procédure AELE n'implique pas un alignement complet sur la procédure communautaire mais seulement dans la mesure justifiée par le but à atteindre.

La procédure AELE telle qu'elle sera introduite dans la Convention de Stockholm comportera une seule obligation nouvelle par rapport aux obligations déjà souscrites par tous les pays de l'AELE dans le cadre du GATT. Il s'agit de l'obligation de notifier les projets de règles techniques au moins trois mois avant la date prévue pour leur adoption (délai pour formuler des commentaires sur les projets, art. 5 de l'annexe H) doublée de l'obligation de reporter cette adoption de trois mois (soit délai total de 6 mois à compter de la date de notification, art. 8 de l'annexe H) si un Etat partie à la procédure émet un avis circonstancié selon lequel le projet notifié devrait être modifié afin d'éliminer ou de limiter les entraves au commerce susceptibles d'être provoquées par les règles techniques projetées. Cette double obligation consiste en un engagement des Etats parties de surseoir à l'adoption de leurs projets de règles techniques pendant trois mois au moins mais six mois au

plus. Il est cependant possible d'adopter de tels projets sans délai pour des raisons urgentes ayant trait à la protection de la santé des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux ou à la sécurité (art. 9 de l'annexe H).

Il convient encore de souligner que l'Etat qui a notifié un projet n'est nullement obligé de tenir compte des commentaires des autres Etats concernant ce projet. Si un Etat émet un avis circonstancié démontrant que le projet risque de créer des obstacles techniques au commerce et si l'Etat qui a notifié conteste cette opinion, le premier peut proposer au second une réunion d'experts (bilatérale) ou soumettre la question au comité chargé de veiller à la bonne application de la procédure (art. 8 et 10 de l'annexe H). Ledit comité peut alors formuler des recommandations.

A ce jour, l'usage de la procédure de notification AELE est seulement facultative et ses dispositions ne permettent pas de réaliser suffisamment son objectif de prévention des obstacles techniques au commerce. L'introduction d'un article 12bis et d'une annexe H dans la Convention de Stockholm permettrait d'atteindre cet objectif non seulement au sein de l'AELE mais aussi entre les pays de l'AELE et la CE. En effet, la nouvelle procédure AELE rendrait possible - à court terme - la conclusion d'un accord avec la CE portant sur l'échange des notifications nationales et des commentaires (consolidés au sein de l'AELE ou de la CE) sur celles-ci. Les Services de la Commission ont déjà communiqué aux experts des pays de l'AELE qu'un tel accord serait négociable sur la base de la nouvelle procédure AELE.

Les intérêts des législateurs techniques fédéraux sont préservés grâce à la clause d'urgence (art. 9 de l'annexe H) qui permet une adoption immédiate des mesu-

res justifiées par les circonstances en dérogeant aux délais imposés par les articles 5 et 8 de l'annexe H. La nouvelle procédure reprend pour l'essentiel les obligations déjà imposées aux législateurs techniques fédéraux par l'Accord GATT relatif aux obstacles techniques au commerce. Quant aux autres éléments de la nouvelle procédure de notification, ils ont été dictés d'une part par les impératifs de la prévention des entraves techniques au commerce, d'autre part par les exigences minimales posées par la CE pour collaborer avec les pays de l'AELE dans ce but.

- c) Constitutionnalité et procédure d'approbation interne
 Les obligations créées par la révision de la Convention de Stockholm ne concernent que le législateur fédéral (art. 2 b de l'annexe H). La répartition des compétences entre la Confédération et les cantons n'est donc pas modifiée. Le nouvel article 12 bis habilite le Conseil de l'AELE à modifier la procédure de notification. Une telle modification nécessiterait l'accord de tous les Etats membres de l'AELE.

La nouvelle procédure de notification ne comporte qu'une seule obligation nouvelle à charge des différents législateurs techniques fédéraux. Ceux-ci doivent différer l'adoption de leurs projets de 3 à 6 mois à compter de la date de leur notification. S'agissant d'une charge nouvelle, elle devra être soumise à l'approbation des Chambres fédérales.

La révision de la Convention de Stockholm permettra de constituer une base légale claire et précise pour la procédure de notification. Cette procédure trouve déjà un certain appui dans l'article 10 de la Convention de Stockholm qui fonde toute intervention pour lutter contre les mesures d'effet équivalent aux restrictions quantitatives à l'importation.

d) Mandat

Toute modification de la Convention de Stockholm doit faire l'objet d'une décision du Conseil de l'AELE avant d'être soumise à l'approbation de tous les Etats membres. Le Chef de la délégation suisse doit être habilité à décider - au sein du Conseil - de l'introduction d'un article 12 bis et d'une annexe H dans la Convention de Stockholm (voir annexes) sous réserve de l'approbation des Chambres fédérales.

e) Consultations

La Direction du droit international public/DFAE; l'Office des constructions fédérales, l'Office fédéral des forêts et de la protection du paysage, l'Office fédéral de la santé publique, l'Office fédéral des assurances sociales, l'Office fédéral de la protection de l'environnement/DFI; l'Office fédéral de la justice, l'Office fédéral de la police, l'Office fédéral de métrologie/DFJP, le Groupement de l'armement/DMF; l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, l'Office fédéral de l'agriculture, l'Office vétérinaire fédéral/DFEP; l'Office fédéral des transports, l'Office fédéral de l'aviation civile, l'Office fédéral de l'énergie, l'Office fédéral des routes, les PTT, les CFF/DFTCE ont été consultés et sont d'accord avec la proposition.

212 Autres domainesa) Reconnaissance mutuelle des résultats d'essais et des attestations de conformité

Comme on l'a vu précédemment, la reconnaissance mutuelle est le troisième instrument de réduction des obstacles techniques au commerce. C'est un moyen particulièrement efficace puisqu'il permet de surmonter les divergences des prescriptions nationales concernant l'appréciation technique de la conformité des produits aux normes et règles techniques qui leur sont applicables. La recon-

naissance mutuelle des résultats d'essais et des attestations de conformité n'est évidemment possible qu'à la condition qu'ils aient été établis sur la base des règles établies par les organisations internationales de normalisation et communément acceptées en Europe à tout le moins.

Les experts des pays de l'AELE soumettent au Conseil pour approbation les résultats de leurs travaux visant à établir des principes communs de reconnaissance mutuelle et un avant-projet de Convention-cadre en la matière. Cet avant-projet devrait encore être étudié notamment par le Comité des obstacles techniques de l'AELE de sorte que le projet puisse être adopté lors de la réunion ministérielle de Tampere. Les experts des pays de l'AELE ont procédé à des premières consultations avec les services de la Commission des CE et est apparu que les principes retenus par ceux-là constituent une bonne base de discussion en vue d'une éventuelle collaboration avec la CE dans ce domaine.

b) Vereinfachung der Ursprungsregeln

Nachdem die EG-Kommission den EFTA-Vorschlag zur Einführung der Vollkumulation hinausgezögert hat, werden die Minister über das weitere Vorgehen zu beraten haben.

c) Oeffentliches Beschaffungswesen

Die Minister werden die Vorschläge der Expertengruppe zur Schaffung erhöhter Transparenz und die bessere Implementierung des Artikels 14 der Stockholmer Konvention im Hinblick auf eine gemeinsame Liberalisierung des öffentlichen Beschaffungswesens im gesamten europäischen Wirtschaftsraum diskutieren.

d) Staatliche Beihilfen

Mit dem Ziel, die Transparenz im Bereich der staatlichen Beihilfen zu erhöhen, werden die Minister die Experten beauftragen, Kriterien zu erarbeiten, welche die Beurteilung handelsverzerrender Folgen der staatlichen Beihilfen ermöglichen.

213 Arbeitsmethoden

Die Minister werden über einen in Interlaken in Auftrag gegebenen Bericht befinden, wie die Verhandlungsposition der EFTA-Länder gegenüber der Europäischen Gemeinschaft durch verbesserte Prozeduren und intensivere Vorbereitungen verstärkt werden kann. Der Entscheid über die Eröffnung eines Büros des EFTA-Sekretariates in Brüssel, der von der Schweiz in Interlaken an gewisse Bedingungen geknüpft wurde, konnte inzwischen vom EFTA-Rat auf Botschafterebene in Genf verabschiedet werden. Das Büro, das sich aus einem Sachbearbeiter und einer Sekretärin zusammensetzen wird, wird seine Arbeit, die ausschliesslich auf Infrastrukturhilfe beschränkt ist, anfangs 1988 aufnehmen.

22 EFTA-Parlamentarierkomitee

Der Generalsekretär wird die Minister über die Aktivitäten des EFTA-Parlamentarierkomitees unterrichten. Die von den Parlamentariern anlässlich ihrer Sommersitzung verabschiedeten Resolutionen über die Liberalisierung des Fischhandels zwischen den EFTA-Ländern und den Vorschlag, die verarbeiteten Landwirtschaftsprodukte zwischen den EFTA-Ländern und der EG zu liberalisieren, sollen von den Ministern diskutiert werden. Stellt schweizerischerseits die Liberalisierung des Fischhandels nur geringe Probleme dar, so sind gewisse Vorbehalte, was die Liberalisierung der verarbeiteten Landwirtschaftsprodukte betrifft, angezeigt.

23 Konsultativkomitee

Die schwedische Präsidentin wird über die von ihr präsiidierte Sitzung des Konsultativkomitees vom 6./7. Oktober berichten. Sie wird in diesem Zusammenhang die Opportunität eines EFTA-Komitees für Konsumentenfragen zur Diskussion stellen.

24 EFTA-Konzeption des Europäischen Wirtschaftsraumes

Für die informelle Aussprache unter den Ministern über die Rolle und Identität der EFTA in einem homogenen und dynamischen Wirtschaftsraum in Europa wird ein Bericht der Gruppe der hohen Beamten und ein Grundlagenpapier des EFTA-Generalsekretärs als

Basis dienen. Ziel dieses Gesprächs wird es sein, die langfristigen Integrationsperspektiven der EFTA-Länder zu überdenken und auf die Herausforderung des EG-Binnenmarktprogramms Antworten zu finden.

25 EFTA/EG-Zusammenarbeit

251 Die Folgearbeiten der Luxemburger Erklärung

Die Minister werden diese Tagung zu einer weiteren Bestandsaufnahme der Folgearbeiten, die im Anschluss an die Luxemburger Erklärung der EFTA- und EG-Minister vom April 1984 eingeleitet wurden, benutzen.

Die Schweiz wird ihr Hauptgewicht auf diejenigen Bereiche legen, die bis zum nächsten Treffen mit dem für auswärtige Angelegenheiten zuständigen EG-Kommissar, Willy De Clercq, das im Juni 1988 in Tampere/Finnland stattfinden soll, konkrete Resultate zeitigen sollen:

- Gegenseitige Anerkennung von Prüfungen und Prüfzeugnissen
- Vereinfachung der Kumulationsregeln
- Informationssystem über technische Vorschriften (INST)
- Schutz des geistigen Eigentums bei Halbleitern
- Schaffung erhöhter Transparenz beim öffentlichen Einkaufswesen
- Schaffung von vermehrter Transparenz bei den staatlichen Beihilfen.

Die Schweiz wird sich auch dafür einsetzen, dass die Kräfte auf Bereiche konzentriert werden, für die in multilateralen Verhandlungen berechnete Aussichten auf Erfolg bestehen. Es gilt zu vermeiden, dass die beschränkten Mittel auf zu-

viele Gebiete verzettelt werden und die EFTA-Länder in Bereichen multilaterale Verhandlungen führen, die in bilateralen Verhandlungen voraussichtlich sachgemässere und schneller befriedigende Resultate bringen.

252 Treffen der EFTA-Minister mit den für den Binnenmarkt zuständigen EG-Ministern vom Februar 1988 - - - - -

Die seit einiger Zeit vom deutschen Wirtschaftsminister Bangemann angestrebte Konferenz wird von der Schweiz begrüsst. Die Tagung sollte dazu benutzt werden, politische Impulse für die weitere Zusammenarbeit der EFTA-Länder mit der EG zu geben. Die Konferenz soll keine Konkurrenzsituation zum jährlichen Treffen der EFTA-Minister mit EG-Kommissar Willy De Clercq schaffen. Vielmehr sollten an dieser Konferenz grundsätzliche Probleme im Zusammenhang mit der Verwirklichung des EG-Binnenmarktes und dessen Auswirkungen auf die EFTA-Länder behandelt werden.

Folgende Themen sollten aus schweizerischer Sicht zur Sprache kommen:

- Sicherstellung einer möglichst weitgehenden Parallelität zwischen der Vollendung des EG-Binnenmarktes und der Schaffung des homogenen und dynamischen Wirtschaftsraumes in Europa.
- Der Grundsatz, dass zwischen EFTA-Ländern und der EG möglichst oft Gebrauch vom Prinzip der gegenseitigen Anerkennung gleichwertiger Regelungen gemacht wird.
- Die Verankerung von Informations- und Konsultationsmechanismen zwischen EFTA-Ländern und der EG in einem möglichst frühen Stadium.

Es wird Aufgabe der Minister sein, sich im Hinblick auf das Treffen mit den EG-Binnenmarktministern und Vertretern der EG-Kommission auf eine gemeinsame Plattform zu einigen.

- 13 -

3 Schweizerische Delegation

Wir schlagen Ihnen folgende Delegationszusammensetzung vor:

Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz

Vorsteher des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements

Botschafter Philippe Lévy

Delegierter des Bundesrates für Handelsverträge, Bundesamt für
Aussenwirtschaft

Botschafter Pierre-Louis Girard

Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim GATT,
Genf

Botschafter Benedikt von Tscharnier

Chef der Schweizerischen Mission bei den EG, Brüssel

Minister Jakob Kellenberger

Chef des Integrationsbureaus EDA/EVD

Botschaftsrat Josef Bucher

stv. Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim
GATT, Genf

Urs Ziswiler

Integrationsbureau EDA/EVD

Wir beantragen Ihnen, dem beiliegenden Beschlussesentwurf zuzustimmen.

EIDGENOESSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Beilagen:

- Entwurf des Beschlussdispositivs
- Ratsentscheidsentwurf über eine Aenderung der EFTA-Konvention
- Pressemitteilung

Zum Mitbericht an:

- EDA
- EDI
- EJPD
- EMD
- EFD
- EVED

Protokollauszug an:

- EVD 25 (GS 6, BAWI 10, BIGA 3, BLW 3, BVET 3)
- EDI
- EJPD
- EMD
- EFD
- EVED

PRESSEMITTEILUNG

EFTA-Ministertagung vom 14./15. Dezember 1987 in Genf

Aufgrund des Antrages des EVD vom 7. Dezember 1987
 Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen:

1. Der Bericht und die darin enthaltenen Instruktionen für die schweizerische Delegation werden gutgeheissen.
2. Der Einführung eines Notifikationsverfahrens der technischen Vorschriften in der EFTA-Konvention unter Ratifikationsvorbehalt wird zugestimmt.
3. Die Leitung der schweizerischen Delegation wird dem Vorsteher des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements übertragen. Er wird sich begleiten lassen von:

Botschafter Philippe Lévy
 Delegierter des Bundesrates für Handelsverträge, Bundesamt für Aussenwirtschaft

Botschafter Pierre-Louis Girard
 Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim GATT, Genf

Botschafter Benedikt von Tscharner
 Chef der Schweizerischen Mission bei den EG, Brüssel

Minister Jakob Kellenberger
 Chef des Integrationsbureaus EDA/EVD

Botschaftsrat Josef Bucher
 stv. Chef der Schweizerischen Delegation bei der EFTA und beim GATT, Genf

Urs Ziswiler
 Integrationsbureau EDA/EVD

4. Die Höhe der Tagesentschädigung für die Delegationsteilnehmer wird im Einvernehmen mit dem Eidg. Personalamt festgesetzt.

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:

P R E S S E M I T T E I L U N G

EFTA-Ministertagung in Genf

Der Bundesrat hat den Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes (EVD), Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz, mit der Leitung der schweizerischen Delegation an der Ministertagung der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) betraut.

Gleichzeitig hat er dem Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes die Vollmacht erteilt unter Vorbehalt der Zustimmung der beiden Räte, einer Aenderung der EFTA-Konvention zuzustimmen. Die Aenderung hat die Einführung eines Notifikationsverfahrens technischer Vorschriften zum Inhalt.

Die Tagung der Minister findet am 14. und 15. Dezember 1987 unter schwedischem Vorsitz am Sitz der Organisation in Genf statt.

Im Mittelpunkt der Tagung stehen die Rolle der EFTA bei der Schaffung eines umfassenden europäischen Wirtschaftsraumes und die Beurteilung der Fortschritte von Luxemburg (1984) über die Zusammenarbeit der EFTA-Länder mit der Europäischen Gemeinschaft (EG).

EIDGENOESSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Presse- und Informationsdienst

"1. Member States shall notify to the Council at the earliest practicable stage all draft technical regulations and notification systems or amendments thereto.

"2. A notification procedure is hereby established, the details of which are contained in Annex B.

"3. The Council may decide to amend the provisions of this Article and those of Annex B."

A ce jour, seuls les textes anglais font foi. Les traductions en français font encore l'objet de vérifications.

DRAFT DECISION OF THE COUNCIL No. OF 1987

(Adopted at the _____ meeting on _____ 1987)

AMENDMENT OF THE CONVENTION

Introduction of a new Article 12bis and an Annex H,
and amendments to paragraph 1(b) of Article 21,
to paragraph 1 of Article 26 and to Article 38.

THE COUNCIL,

Having regard to the provisions of Article 44 of the Convention, and

Determined to contribute to the prevention of technical barriers to trade by establishing a notification procedure for draft technical regulations,

DECIDES:

- I. The Convention shall be amended as follows:
 1. A new Article 12bis shall be introduced with the following wording:

English:

- "1. Member States shall notify to the Council at the earliest practicable stage all draft technical regulations and certification systems or amendments thereto.
- "2. A notification procedure is hereby established, the details of which are contained in Annex H.
- "3. The Council may decide to amend the provisions of this Article and those of Annex H."

French:

"1. Les Etats membres notifient au Conseil aussi tôt que possible au stade de leur élaboration tous les projets de règles techniques^{et} de systèmes de certification ou d'amendements s'y rapportant.

"2. Par le présent article, il est établi une procédure de notification dont les détails figurent à l'annexe H.

"3. Le Conseil peut décider de modifier les dispositions du présent article et de l'annexe H."

2. An Annex H shall be introduced with the wording set out at Annex to this Decision.¹

3. Paragraph 1(b) of Article 21 shall be amended to read:

English:

"(b) In relation to the goods listed in Part II or in Part III of Annex D none of the provisions in the foregoing Articles of this Convention, except Articles 1, 12bis and 17, shall apply. The provisions referred to in paragraph 2 shall apply to such goods."

French:

"(b) Aucun des articles précédents de la présente Convention, à l'exception des articles 1, 12bis et 17, ne s'applique aux produits énumérés dans la partie II ou dans la partie III de l'annexe D. Les dispositions mentionnées au paragraphe 2 s'appliquent à ces produits."

4. Paragraph 1 of Article 26 shall be amended to read:

English:

"1. The provisions in all the foregoing Articles of this Convention, except Articles 1, 12bis and 17, shall not apply in relation to the fish and other marine products which are listed in Annex E. The special provisions which shall apply to those fish and other marine products are set out in Articles 27 and 28."

1 Appendices 1 and 2 to this draft

French:

- "1. Les dispositions des articles précédents de la présente Convention, à l'exception des articles 1, 12bis et 17, ne s'appliquent pas au poisson et aux autres produits de la mer énumérés dans l'annexe E. Les dispositions particulières qui s'appliquent au poisson et aux autres produits de la mer énumérés dans ladite annexe sont énoncées dans les articles 27 et 28."
5. The following wording shall be added at the end of the present text of Article 38:

English:

"Annex H - Procedure for the notification of draft technical regulations."

French:

"Annexe H - Procédure de notification des projets de règles techniques."

- II. The amendments to the Convention as hereby approved are submitted to the Member States for acceptance. They shall enter into force on 1 July 1988.
- III. The Secretary-General shall deposit the text of this Decision with the Government of Sweden.

- (a) "Technical specification": a specification, contained in a document which lays down the characteristics required of a product such as level of quality, performance, safety or dimensions, including the requirements applicable to the product as regards terminology, symbols, testing and test methods, packaging, marking or labelling;
- (b) "Technical regulation": technical specifications, including the relevant administrative provisions, the observance of which is compulsory, de jure or de facto, in the case of marketing of goods in a Member State or a major part thereof, except those laid down by regional or local government authorities;

Draft Annex H to the EFTA conventionPROCEDURE FOR THE NOTIFICATION OFDRAFT TECHNICAL REGULATIONSArticle 1

Member States shall notify to the Council at the earliest practicable stage draft technical regulations, draft certification systems and draft amendments thereto which they intend to issue (hereinafter the words "technical regulation" are taken to include "certification system" and "amendments" as well).

Article 2

For the purposes of this procedure the following meanings shall apply:

- (a) "Technical specification": a specification contained in a document which lays down the characteristics required of a product such as level of quality, performance, safety or dimensions, including the requirements applicable to the product as regards terminology, symbols, testing and test methods, packaging, marking or labelling;
- (b) "Technical regulation": technical specifications, including the relevant administrative provisions, the observance of which is compulsory, de jure or de facto, in the case of marketing or use in a Member State or a major part thereof, except those laid down by regional or local government authorities;

- (c) "Draft technical regulation": the text of a technical specification including administrative provisions, formulated with the aim of enacting it or of ultimately having it enacted as a technical regulation, the text being at a stage of preparation at which amendments can still be made;
- (d) "Draft certification system": the text for a system having its own rules of procedure and management for carrying out certification of conformity with a technical regulation, formulated with the aim of enacting it or of ultimately having it enacted as a certification system, the text being at a stage of preparation at which amendments can still be made;
- (e) "Product": products covered by any provision of the Convention, whether industrially manufactured products, agricultural goods or fish and other marine products.

Article 3

1. The notification shall:

- (a) give, in the English language, the full text of the draft technical regulation or a summary of it or an explanation of its content; in the last two cases a copy of the proposed regulation in the national language shall be attached to the notification;

- (b) indicate whether the draft technical regulation is identical with a technical specification in the subject matter concerned worked out by an international or regional body or whether it deviates from such specifications; when deviating from such specifications the reasons for the deviations shall be given;
- (c) state the name and address of the national authority competent to give further information on the regulation;
- (d) indicate the envisaged date of entry into force.

2. Where a draft technical regulation merely transposes the full text of an international or European standard information regarding the relevant standard shall suffice.

Article 4

The notification as well as comments thereon by other Member States shall normally be circulated through the Council to all the Member States. If in urgent cases the comments are addressed directly to the authority of the country concerned, a copy shall be circulated through the Council to all the Member States.

Article 5

The time-limit for comments on notifications shall be at least three months from the date of the notification. During this period the draft technical regulation may not be adopted.

Article 6

An additional notification shall indicate to what extent it has been possible to take account of any comment received from other Member States, any change of substance made as compared with the notified draft, and the date of entry into force of the regulation.

Article 7

The information received from other Member States according to Articles 1 - 6 shall upon request be confidential. However, the national authorities may, provided that the necessary precautions are taken, consult, for an expert opinion, natural or legal persons, including persons in the private sector.

Article 8

Member States shall postpone the adoption of a draft technical regulation for six months from the date of the notification if, within three months of that date, another Member State delivers a detailed opinion to the effect that the draft technical regulation notified must be amended in order to prevent or reduce any barriers to trade. If the notifying Member State disputes the soundness of the detailed opinion or of parts thereof the Member State delivering it may request expert consultations with the notifying Member State or may submit the question to the Committee referred to in Article 10. In the case of expert consultations the Committee must be notified.

Article 9

Articles 5 and 8 shall not apply when, for urgent reasons relating to the protection of public health or safety, the protection of health and life of animals or plants, a Member State is obliged to prepare regulations in a very short period of time in order to enact and introduce them immediately without any consultations being possible. In the said cases the Member State in question shall state in the notification made in accordance with Article 1 the grounds warranting the urgent adoption of the measures.

Article 10

The Council shall designate a Committee to be in charge of administering this procedure and of ensuring its proper implementation. For this purpose and when questions are submitted to the Committee according to Article 8 the Committee may make recommendations to the Council. The Committee may call on the assistance of experts or advisers and shall meet whenever necessary but at least twice a year. Once a year it shall submit to the Council a report on the implementation of the procedure.

* * * * *